

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER

12 Place des Etats-Unis
92120 Montrouge

Références : IC260369
Code AIOT : 0010009486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER implanté 4, Rue Gro Harlem Brundtland 28300 Mainvilliers. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER
- 4, Rue Gro Harlem Brundtland 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010009486
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Data Center du Crédit Agricole Immobilier assure l'hébergement et le fonctionnement des

systèmes d'information (serveurs, équipements réseaux et de télécommunications...). Le site dénommé d'Alembert situé à Mainvilliers a été mis en service en février 2011. La maintenance et la gestion des équipements sont assurées par la société ENGIE.

L'établissement est régi par les actes réglementaires suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de calcul informatique au profit de la société Unibiens (Crédit Agricole Immobilier) en date du 10 avril 2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2021 portant modification des conditions d'exploiter du centre de calcul informatique de la société Crédit Agricole Immobilier Services.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Confinement – Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 30/03/2026, article R. 543-82	Sans objet
4	Registre	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		07/02/2024, article 7	
5	Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 07/02/2024, article 12	Sans objet
6	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
8	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
10	App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II	Sans objet
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80	Sans objet
12	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>

Constats :

Rappel du constat de la visite d'inspection du 19/09/2023 :

Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge a eu lieu du 06 au 13 octobre 2022, et le rapport de vérification n°R-Q19-2022-0050-2 établi par la société TDI TELECOM DATACENTER ET INDUSTRIE en date du 20/12/2022 comporte 70 anomalies (dont 3 de priorité 1, 15 de priorité 2 et 52 de priorité 3). [...] Il appartient donc à l'exploitant de justifier que les anomalies relevées dans le rapport du 20/12/2022 susmentionné sont résorbées.

Visite d'inspection du 30/03/2026 :

L'exploitant présente l'attestation Q19 n°51795260002 (thermographie infrarouge) établie suite à la vérification réalisée du 29 septembre au 3 octobre 2025, par ENGIE Solutions.

nombre d'anomalies de priorité 1 : 0

nombre d'anomalies de priorité 2 : 4 (sertissage au niveau de deux TGBT, sertissage au niveau du GF 4 A et resserrage de la connexion phase 2 aval conducteur 4KM1 à reprendre au niveau du GF 4 A)

nombre d'anomalies de priorité 3 : 0

Ces anomalies font l'objet d'un signalement pour la première fois (anomalies non récurrentes). Les anomalies détectées en 2022 ont été résorbées.

L'exploitant présente l'attestation Q18 établie par le BUREAU VERITAS, suite à la vérification des installations électriques du 21/10 au 24/10/2025. Cette attestation signée du 24/10/2025 a été reçue le 03/02/2026 par l'exploitant, en même temps que le rapport de vérifications des installations électriques associé.

L'attestation Q18 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. 9 Non-conformités sont relevées. Le Q18 indique notamment l'absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, danger déjà signalé par le passé. L'exploitant indique que les travaux ont été faits à l'issue de la vérification précédente de 2024, et qu'il ne comprend pas le report de cette non-conformité dans le rapport de 2025. Il indique être en dialogue avec Bureau Veritas à ce sujet.

L'exploitant présente son outil de suivi des non-conformités. 2 des 9 non-conformités relevées apparaissent comme "traitées" sur l'outil de suivi, 7 non-conformités apparaissent comme "non-traitées" par l'exploitant (échanges entre BUREAU VERITAS et l'exploitant en cours). L'outil de suivi indique notamment que les dispositifs de protection non-conformes ont été remplacés par des modèles assurant le pouvoir de coupure.

Date de la précédente vérification des installations électriques : 31/10/2024, soit plus d'un an avant la vérification de 2025.

Constat : écarts relevés,

- l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion
- la périodicité annuelle de vérification des installations électriques n'est pas respectée (>12 mois)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées réalise un contrôle par sondage de la fiche d'intervention relative à la vérification périodique du 11/12/2025 du Groupe froid GF1 pôle A. Cette fiche d'intervention renseigne un numéro d'attestation de capacité qui n'est pas relié à l'opérateur indiqué sur la fiche.</p> <p>Ultérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé par courriel du 03/04/2026 qu'il y avait bien une erreur de saisie dans le champs "opérateur" des fiches d'intervention. Le numéro d'attestation de capacité est relié à une autre société que la société a renseigné dans le champs "opérateur", la première société intervenant pour tout ce qui est manipulation de fluides frigorigènes, en co-traitance avec la seconde. L'exploitant s'est engagé à ce que cela soit corrigé</p>

pour les prochaines échéances, et à renforcer sa vigilance sur son suivi des fiches d'intervention.

Constat : écart relevé. L'attestation de capacité renseignée dans les fiches d'intervention sur les circuits frigorifiques du site n'est pas reliée à l'opérateur désigné dans ces mêmes fiches.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Confinement – Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2026, article R. 543-82

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.[...]

Constats :

Contrôle par sondage : l'exploitant a fourni la fiche d'intervention relative à la vérification périodique du groupe froid GF 1 pôle A. Cette fiche d'intervention indique qu'aucune fuite n'a été constatée lors de cette vérification.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7

Thème(s) : Produits chimiques, Traçabilité des interventions

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 7 - Tenue de registres :

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;
- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;
- c) la quantité de gaz récupérée ;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;
- f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :

- a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;
- b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées constate sur site la présence de classeurs consignant pour chaque groupe froid les fiches d'intervention et les opérations de maintenance effectuées sur les groupes froids depuis 2018.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12

Thème(s) : Produits chimiques, Identification des équipements concernés

Prescription contrôlée :

1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le

<p>fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels:</p> <p>a) les équipements de réfrigération ;</p> <p>b) les équipements de climatisation ;</p> <p>c) les pompes à chaleur ;</p> <p>[...]</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque des produits ou des équipements ont été modernisés et que les gaz à effet de serre fluorés ont été substitués, ces produits ou équipements sont réétiquetés avec les informations visées au présent paragraphe mises à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrôle par sondage sur le terrain : Le groupe froid GF 4 pôle B est étiqueté de façon visible et lisible. Cette étiquette renseigne le type de fluide contenu dans le groupe froid (R134a), la quantité en poids et en équivalent CO₂.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Marque de contrôle – absence de fuite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'ensemble des groupes froids du pôle B du site (GF1 à GF5 pôle B) est apposé de deux vignettes bleues visibles (1 par circuit, chaque groupe froid est constitué de deux circuits).</p> <p>Contrôle par sondage sur le terrain : Les deux marques de contrôle d'étanchéité du groupe froid GF 4 pôle B indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité, à savoir mai 2026.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle périodique des équipements

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 :</p> <p>1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.</p> <p>Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p> <p>a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou</p> <p>b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>[...]</p> <p>Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p> <p>a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;</p> <p>b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;</p> <p>c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.</p> <p>2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:</p> <p>a) équipements de réfrigération ;</p> <p>b) équipements de climatisation ;</p> <p>c) pompes à chaleur ;</p> <p>d) équipements de protection contre l'incendie ;</p> <p>e) cycles organiques de Rankine ;</p> <p>f) appareils de commutation électrique.</p> <p>3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après</p>

qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:
a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

L'exploitant a fait procédé à la vérification périodique de ses équipements contenant des fluides frigorigènes (10 groupes froids) le 11/12/2025. Le contrôle de la fiche d'intervention du GF 1 pôle A indique que la visite périodique précédente a eu lieu le 23/05/2025.

Pour des équipements contenant 240 kg de R134a sans détecteur de fuite, l'exploitant est tenu de respecter une périodicité de 6 mois pour le contrôle d'étanchéité de ces équipements.

Constat : écart relevé, fréquences de contrôle d'étanchéité non respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Produits chimiques, Déclaration de rejets

Prescription contrôlée :

Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de

transferts de polluants et des déchets - Article 4 :
<p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune fuite n'a été constatée sur les groupes froids en 2025. L'exploitant n'a donc pas eu de déclaration à effectuer sur GEREPE concernant les fluides frigorigènes en 2025.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116
Thème(s) : Risques chroniques, Recensement installations MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p>

<p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R. 515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R. 515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a réalisé une déclaration de son installation de combustion au registre MCP (installations de combustion de taille moyenne). Cependant la déclaration est erronée. Ultérieurement à la visite, l'exploitant a indiqué par courriel du 03/04/2026 que la demande a été faite à la DGEC pour modifier les recueils de données de chaque site.</p> <p>Constat : écart relevé, la déclaration de l'installation de combustion au registre MCP réalisée par l'exploitant est erronée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II
Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre d'application des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en</p>

cas de défaillance technique, d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>Les appareils composant l'installation de combustion du site sont des groupes électrogènes destinés à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci. Selon le relevé annuel des heures d'exploitation, la durée de fonctionnement de l'installation (ensemble des groupes froids pôle A et pôle B) pour l'année 2025 est de 145,3 heures, soit moins de 500 heures.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.80
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle réglementaire appareil < 500 h/an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. <p>La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières mesures de rejets atmosphériques de l'installation de combustion ont été réalisées du 17 au 21 mai 2021. La durée de fonctionnement des groupes froids, de façon individuelle, n'atteint pas les 500 heures de fonctionnement depuis 2021 (à raison de 3 à 4 heures de fonctionnement mensuel). L'échéance des 5 ans n'est pas atteinte au moment de l'inspection (mai 2026). L'exploitant précise que ces mesures atmosphériques ont été décalées en septembre/octobre 2026, des travaux étant en cours sur la "Sabine" (reconfigurateur de boucle haute tension) et les deux opérations ne pouvant pas être menées en même temps.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : Efficacité énergétique. L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2). Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé. Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Constats : Le site est certifié ISO 50001 (Management de l'énergie). Depuis 2015, début des projets efficacité énergétique au niveau du groupe Crédit Agricole, l'exploitant indique agir sur plusieurs leviers d'économie d'énergie à travers sa certification ISO 50001 : préchauffage des groupes électrogènes réduits (gains de 296 Mwh/an), amélioration de la gestion du free-cooling et donc limitation de l'utilisation des groupes froids, remplacement des onduleurs (gain de 5 à 6 % de rendement), etc. Pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite